

10 août 2025



Gabriel Pronovost

Du froid aux frictions : l'Arctique, nouvelle scène géopolitique

L'Arctique, longtemps perçu comme un désert glacé peu stratégique, occupe aujourd'hui une place de plus en plus importante dans les tensions géopolitiques mondiales. Recelant d'importantes réserves de ressources naturelles comme des hydrocarbures et des minéraux rares, l'Arctique est maintenant devenu plus accessible pour les États avec le développement de nouvelles voies maritimes causé par les changements climatiques. Toutefois, cet « eldorado polaire » devient discrètement une zone de réarmement. Les pratiques militaires de l'OTAN et la remise à neuf de certains avant-postes militaires russes sont les preuves d'un durcissement des relations diplomatiques entre les grandes puissances dans la région. Dès lors, si l'exploitation des ressources naturelles joue un rôle dans les tensions croissantes, elle n'explique pas à elle seule la militarisation de la région.



Photo : Une station de forage située dans la National Petroleum Reserve, en Alaska, Judy Patrick/Associated Press

Les Nations Unies : un arbitre international

L'Arctique est une région du monde où l'ONU n'intervient pas directement, mais dicte les règles internationales que les États en Arctique doivent respecter. On peut penser à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) signée en 1982 qui établit un cadre juridique sur la délimitation des zones maritimes et l'exploitation des ressources marines, particulièrement importantes en Arctique. De cette convention découle également la Commission des limites du plateau continental (CLPC), un organe scientifique onusien chargé d'analyser les dossiers de revendications sur l'extension des plateaux continentaux des États. Dans le contexte arctique, la CLPC joue un rôle primordial puisqu'elle peut conférer une légitimité juridique aux États sur leurs revendications et leurs actions. Sachant que le Danemark, la Russie et le Canada revendiquent une extension de souveraineté sur des plateaux continentaux en Arctique, cette commission aura un rôle déterminant sur l'avenir géopolitique de la région.

L'Arctique n'est pas « l'Eldorado » pour l'exploitation des ressources naturelles

Certains médias¹ et gouvernements² mettent de l'avant les immenses ressources de l'Arctique, laissant sous-entendre qu'elles justifieraient l'intérêt stratégique croissant, voire la militarisation de la région. Or, dans les faits, l'exploitation des ressources en Arctique s'est rarement révélée rentable. Certes, la présence de nombreux gisements d'hydrocarbure et de minerais rares a attiré l'attention de plusieurs entreprises, principalement russes et américaines, mais cet enthousiasme s'est rapidement estompé. Un premier coup de frein à l'investissement est survenu avec la Grande Récession de 2008, avant d'être accentué par la transition énergétique et le ralentissement économique de la Chine en 2015. Plus récemment, la pandémie de Covid-19 a, elle aussi, conduit à la mise en pause de nombreux projets.

En 2008, on recensait près d'une cinquantaine de projets d'exploitation minière dans l'archipel Arctique canadien alors qu'en 2021, ce nombre a chuté à une quinzaine. Pour les compagnies qui persistent dans leurs activités, atteindre le seuil de rentabilité peut s'avérer être un défi. Par exemple, le Stockholm Environment Institute estimait en 2016 que les coûts de production d'un baril de pétrole en Arctique étaient de 150\$/baril alors qu'en 2014 on l'évaluait à 78\$/baril³. Ces

¹ Certains médias tels que Radio-Canada, TVA Nouvelle ou La Presse.

² On peut penser aux gouvernements canadien, américain et danois.

coûts de production étaient au-delà de la moyenne mondiale qui était estimée à 50\$/baril rendant l'exploitation en des hydrocarbures en Arctique peu compétitif. De plus, avec la volonté politique d'entamer une transition énergétique, les pays présents en Arctique ont démontré une intention de respecter la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Par exemple, le Canada a mis en place la Commission géologique qui a pour mission de mener des programmes sur les changements climatiques qui affectent les communautés autochtones nordiques. Le Groenland a de son côté annulé en juillet 2021 toutes activités d'exploitation pétrolières sur son territoire parce que l'exploitation n'était pas rentable et ne répondait à ses objectifs climatiques. Et on peut finalement penser à la Finlande, l'État en Arctique, qui a la stratégie climatique la plus rigoureuse puisqu'en 2022, la Finlande a adopté le *Climate Act* qui établit des objectifs contraignants afin d'atteindre la neutralité carbone en 2035.

La montée des tensions militaires

Plusieurs experts et chercheurs, tels que Teeple, considèrent que l'Arctique est une zone géographique « apolitique », c'est-à-dire qu'il n'y a pas de gouvernance régionale et que cette région du monde s'administre par une forme de coopération fonctionnelle et une coexistence pacifique entre les États riverains. Elles se sont principalement cristallisées avec la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (1992), avec la création du Conseil de l'Arctique (1996) et avec la Déclaration d'Ilulissat (2008).



Photo : Des soldats suédois en opération d'entraînement de l'OTAN, Jonathan Nackstrand/AFP via Getty Images

Avec l'émergence de plusieurs tensions au niveau international, on constate que les États en Arctique se prêtent à un dilemme de sécurité qui entre en conflit avec l'idée initiale de coopération et de cohabitation dans la région. En effet, l'absence de transparence sur les différentes actions militaires a grandement semé la méfiance entre les grandes puissances. Dans le cas de la Russie, elle a restauré d'anciennes bases militaires soviétiques dans la région, mais également en a construit de nouvelles, réveillant ainsi des spéculations en Occident. De son côté, les États-Unis organisent régulièrement des pratiques militaires avec des pays membres de l'OTAN comme la Finlande, la Suède, le Canada et le Danemark, réveillant à son tour les suspicions de la Russie. Personne aujourd'hui ne peut affirmer avec certitude qui est l'initiateur de ce cycle de méfiance. Le manque de transparence sur leurs désirs et leurs intentions dans la région, principalement entre la Russie et les pays de l'OTAN ayant une frontière en Arctique, ont conduit à une militarisation de l'Arctique.

Les tensions interétatiques ont un impact non négligeable en Arctique puisque plusieurs décisions prises à l'ONU se font bloquer. Ce fut le cas en décembre 2021 où le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas reconnu les changements climatiques comme étant une menace à la paix et à la sécurité internationales à la suite du veto de la Russie. Toutefois, avec la prise de conscience des impacts du dégel en Arctique, il ne serait pas surprenant que la question de l'Arctique prenne de plus en plus d'ampleur sur la scène internationale dans les prochaines années puisque pratiquement tous les pays seront affectés par la montée des eaux.

Liens externes :

- 1- [Exploitation des ressources naturelles dans l'Arctique : Une évolution contrastée dans les soubresauts du marché mondial](#)
- 2- [Note stratégique : la compétition entre grandes puissances dans l'Arctique](#)
- 3- [Joint statement on Arctic Council cooperation following Russia's invasion of Ukraine - Canada.ca](#)
- 4- [Geoscience: Climate change - Natural Resources Canada](#)
- 5- [Government of Canada invests in climate change geohazard research in Yukon - Canada.ca](#)
- 6- [Greenland suspends oil exploration because of climate change | PBS News](#)
- 7- [Security Council Fails to Adopt Resolution Integrating Climate-Related Security Risk into Conflict-Prevention Strategies](#)